



HAL
open science

Entretien avec Jordi Guixé - Repenser les relations franco-espagnoles au prisme de la répression extraterritoriale franquiste (1937-1951)

Pierre Salmon, Léa Goret

► To cite this version:

Pierre Salmon, Léa Goret. Entretien avec Jordi Guixé - Repenser les relations franco-espagnoles au prisme de la répression extraterritoriale franquiste (1937-1951). 20 & 21. Revue d'histoire, 2024, N° 161 (1), pp.95-105. 10.3917/vin.161.0095 . hal-04859656v1

HAL Id: hal-04859656

<https://hal.science/hal-04859656v1>

Submitted on 19 Jan 2025 (v1), last revised 25 Jan 2025 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Repenser les relations franco-espagnoles au prisme de la répression extraterritoriale franquiste (1937-1951) : Entretien avec Jordi Guixé

Pour citer cet article : Pierre Salmon, Léa Goret, « Repenser les relations franco-espagnoles au prisme de la répression extraterritoriale franquiste (1937-1951) : Entretien avec Jordi Guixé », 20 & 21. *Revue d'histoire*, N° 161(1), 2024, p. 95-105. <https://doi-org.proxy.rubens.ens.fr/10.3917/vin.161.0095>.

Jordi Guixé est professeur à l'Université de Barcelone et directeur de l'European Observatory on Memories (EUROM). En 2006, il a soutenu une thèse sur les relations franco-espagnoles sur fond de répression de l'exil républicain, de la guerre civile jusqu'au début des années 1950. Cet entretien revient sur les apports de cette recherche, qui a fait l'objet d'une publication en Espagne¹.

Ce compte rendu est le résultat d'échanges menés en français, en visioconférence, le 2 février 2022. Afin de faciliter la lecture, certaines tournures ont pu être modifiées et quelques passages ont aussi été supprimés – la forme finale ayant été revue et acceptée par Jordi Guixé le 18 août 2022. Les notes sont ajoutées par Pierre Salmon et Léa Goret.

*

Grâce à des sources françaises et espagnoles qui restent relativement méconnues, vous avez traité la répression sur un temps très long, de la guerre civile (1936-1939) jusqu'au début de la guerre froide. Pourriez-vous revenir sur la genèse de ce projet ?

C'est déjà la petite histoire d'une longue recherche, qui a débuté lorsque j'étais à l'Université Paris 8. J'ai ensuite fait un DEA [diplôme d'études approfondies, équivalent au master], à Paris 1, sur l'histoire des relations internationales contemporaines avec Robert Frank. C'est à partir de ce moment que j'ai débuté mes recherches sur les relations franco-espagnoles « officieuses ». Il ne s'agissait pas d'histoire diplomatique, mais plutôt d'une histoire des affaires politiques, policières, etc. C'est comme cela que je suis tombé sur un carton d'archives de la police de la Quatrième République au sein des Archives nationales françaises. Elles traitaient d'une opération policière de chasse aux sorcières des communistes espagnols en France durant la guerre froide, l'opération « Boléro Paprika » qui a eu lieu en 1950. Le sujet

¹ Jordi Guixé i Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937 - 1951*, Valence, Publicacions de la Universitat de Valencia, 2012.

était peu connu, surtout pour l'historiographie espagnole. En France, il y avait eu une approche du sujet par David Wingeate Pike² et une courte étude d'un historien [Phryné Pigenet]³.

À partir de ces dossiers, j'ai trouvé de nombreuses traces des événements antérieurs. J'ai donc décidé d'étudier l'amont du sujet plutôt que les années 1950 et 1960, qui sont décisives pour la survie du régime franquiste et le maintien au pouvoir de Franco. Mon étude s'est portée sur la guerre civile, période pour laquelle j'ai trouvé des demandes des autorités franquistes sur les réfugiés espagnols en France, cela dès la fin de l'année 1936. Il s'agissait d'un contrôle politique des Espagnols, des responsables politiques, des communistes et de tous les autres [opposants politiques]. C'était un sujet qui restait à explorer. J'ai étudié les agences au service du régime franquiste. Celui-ci, qui n'était pas encore reconnu, profitait de l'aide des personnes de droite (voire fascistes) qui avaient des contacts en France ou y étaient installées et qui se sont mises à disposition pour créer des agences officieuses au service de l'Espagne insurgée, bientôt dirigée par le général Franco. L'essentiel de leur travail prend racine en 1937, même s'il existe des initiatives dès 1936. Outre les agences politiques d'espionnage, elles créent des journaux en faveur du général Franco, comme *Occident* de Francesc Cambó, et bénéficient du soutien de partis ou de factions d'extrême droite telle l'Action française. En partant de là, j'ai mis en valeur la collaboration transfrontalière entre l'Espagne de Franco et la France, de la guerre civile au début des années 1950. J'ai ensuite poursuivi mon travail entre Barcelone et Paris 3, où j'avais une cotutelle sous la direction de Jean-Marc Delaunay. À Paris et Madrid, j'ai exploité des archives diplomatiques, policières, judiciaires et gouvernementales.

Vous développez la notion de « répression extraterritoriale⁴ » pour décrire justement les menées du régime franquiste contre ses opposants à l'étranger. Quelles sont les retombées humaines et matérielles de ce phénomène ?

Il y a un volet matériel. Durant la guerre civile, les pyrites sont un objet de négociation entre les deux pays⁵. Après celle-ci, la récupération des biens de la République espagnole donne lieu

² David Wingeate Pike, *Jours de gloire, jours de honte. Le Parti communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950*, Paris, CDU-SEDES, 1984.

³ Phryné Pigenet, « La protection des étrangers à l'épreuve de la "guerre froide". L'opération "Boléro-Paprika" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 46, 1999, p. 296-310.

⁴ Voir Jordi Guixé i Coromines, « Persécutions d'exil. La répression politique des républicains espagnols en France (1937-1951) », *Relations internationales*, 142, 2010, p. 71-86.

⁵ La pyrite est un minerai qui sert à la conception de matériel militaire. La France demande que les extractions de la Société française des pyrites de Huelva soient exportées vers son territoire, et non plus vers l'Allemagne. Michel Catala, « L'attitude de la France face à la guerre d'Espagne. L'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en 1938 », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 29 (3), 1993, p. 243-262 ; Jean-Marc Delaunay, « 1936. Les intérêts Français en Espagne », in Serge Salaün et Carlos Serrano (dir.), *Autour de la guerre d'Espagne, 1936-39*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1989, p. 165-172.

à des échanges, même si cette dernière continue d'exister en exil jusqu'à la période de la transition démocratique. Durant la Seconde Guerre mondiale, il y a aussi des circulations de toutes sortes. L'Espagne est un pays « non-belligérant » ; il n'est pas neutre, mais presque. Des personnes fuient vers l'Espagne, comme les Juifs. Pendant ce temps, Vichy et l'Espagne de Franco renforcent leur collaboration.

Ce que j'ai voulu montrer avec ma thèse, c'est l'importance de la relation de voisinage entre les deux pays, qui sont dans l'obligation d'échanger dans de nombreux domaines. Il y a eu des collaborations policières, par exemple, durant la Seconde Guerre mondiale et après celle-ci, entre 1946 et 1948, alors que la frontière était officiellement fermée et les échanges interdits. Il existait même des échanges d'informations sous la Troisième République, à une période où ce régime n'était pas favorable à Franco.

Au-delà de l'aspect conceptuel, il faut aussi souligner l'obsession antirépublicaine de Franco et des autres acteurs du coup d'État de juillet 1936, qu'ils soient monarchistes ou des proches collaborateurs de son quartier général. Dès le début de la guerre civile, il reçoit le soutien de militaires et de diplomates monarchistes qui n'ont pas adhéré à la Seconde République espagnole, en 1931. Il en va ainsi pour le monarchiste José María Quiñones de León, qui était ambassadeur pour la monarchie alphonstiste à Paris, de 1918 à 1931. Ces acteurs partagent l'obsession de Franco dès le début de la guerre, même un peu avant, de persécuter les ennemis politiques au-delà de leur périmètre habituel, c'est-à-dire hors des frontières. Cette obsession constituait en quelque sorte la justification à l'extérieur de ce récit franquiste qui « peignait en rouge » toute l'Espagne républicaine, même si cette dernière comportait des catholiques, des fédéralistes, des communistes, des anarchistes, ou des séparatistes. Cette volonté de dire que tous les républicains étaient des « rouges » était un moyen de mettre dans l'inconscient de la société espagnole (ce qui perdure encore aujourd'hui, on l'observe au niveau mémoriel) cette obsession de persécuter l'ennemi, le diable « rouge », même en dehors des frontières. Durant les trois conflits que j'ai étudiés, cette obsession reste intacte. Durant la guerre civile espagnole, la persécution est surtout interne au territoire, mais elle a de graves conséquences sur les relations internationales. Durant la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide, Franco essaye de tirer profit des nombreux enjeux de politique internationale pour mettre la répression extraterritoriale en œuvre. À l'aide d'exemples concrets, je montre aussi que certains n'attendent pas l'arrivée des nazis, en 1940, pour mettre en œuvre cette politique répressive au sein de la police française. Cependant, 1940 marque le début d'un net durcissement de la persécution des antifranquistes.

Pourquoi le territoire français est-il si important aux yeux des franquistes dans cette répression extraterritoriale ?

D'abord parce que c'est une question évidente de voisinage, de frontière, de relations obligées. Il ne s'agit pas seulement des Pyrénées, mais aussi des ports de commerce, des relations maritimes et littorales et de toutes les questions commerciales qui constituent des enjeux stratégiques essentiels.

Et aussi parce que, en France, on trouve des appuis très importants. Le coup d'État (comme tous les coups d'État) a besoin de soutiens, et beaucoup viennent de groupes qui ont été très bien étudiés en Espagne : il s'agit de l'Église, des grands propriétaires, des groupes phalangistes, des fascistes ou encore des militaires. Tous ces acteurs avaient également besoin d'argent, de relations extérieures, de propagande pas seulement politique, mais aussi de subterfuges, etc. On peut mentionner que le banquier Juan March, qui venait de Majorque, ou Francesc Cambó, dont les oncles appartenant à la Ligue régionaliste catalane, était parti former des alliances en France, à partir de 1931. Il ne s'agit donc pas seulement de l'aide très importante et nécessaire des Italiens et des Allemands, au niveau militaire, stratégique et politique. L'aide apportée par des soutiens espagnols (notamment monarchistes) est décisive : tous se retrouvent dans le projet de détruire, d'éliminer et de décapiter la Seconde République espagnole. Ces soutiens pouvaient se rendre ailleurs, en Allemagne ou en Italie, mais ils décident d'aller en France pour nouer des ententes. Ils s'installent à Biarritz, Saint-Jean-de-Luz ou Paris, dans des hôtels de luxe depuis lesquels ils agissent discrètement. José María Quiñones de León occupait l'hôtel Meurice, où il avait installé une ambassade officieuse au service du général Franco.

Les relations avec ces soutiens ne restent pas au beau fixe. Peu à peu, elles se tendent avec les proches de Franco lorsque celui-ci accapare le pouvoir. Après la guerre civile, il achète la paix sociale en les décorant, en leur accordant des faveurs et des avantages économiques. Mais, concrètement, certains de ces soutiens au coup d'État n'entrent pas dans l'appareil politique de la Phalange et du nouveau régime. L'un des agents les plus actifs, José Bertrán y Musitú, a écrit des mémoires dans lesquelles il s'estime fier que des informations qu'il a récoltées en France aient permis de bombarder la population à Barcelone, durant la guerre civile⁶. On comptait plus de 250 objectifs civils et militaires rien qu'à Barcelone. Il a ainsi participé au bombardement de la plus vieille partie de la ville. Pour le remercier, Franco ne lui donne pas de responsabilité politique, mais le nomme président de l'usine de ciment qui détenait le monopole de la

⁶ José Bertrán y Musitú, *Experiencias de los Servicios de Información del Nordeste de España (SIFNE) durante la guerra. Una teoría, una técnica y una escuela sobre información general*, Madrid, Edición Espasa-Calpe, 1940.

reconstruction des villes bombardées. L'adhésion de ces soutiens de la première heure avec le régime dictatorial était très importante. Les actions entreprises par José Bertrán y Musitu ne sont pas banales. On a pu interroger son petit-fils dans le cadre d'un reportage, *Les Espions de Franco*, dans sa villa, la Casa Bertrán, à Barcelone. Ce dernier répond que son grand-père « ne faisait rien » durant la guerre civile, lorsqu'on lui indique que ces actions ont coûté la vie à de nombreux civils à Barcelone. Il n'avait pourtant pas un engagement anodin. Un autre exemple est celui de l'écrivain Josep Pla, qui se trouvait à Marseille pour faire de petites missions d'espionnage qui avaient des conséquences sur le déroulement de la guerre et, par conséquent, sur les vies humaines.

En France, l'Espagne de Franco bénéficie d'autres appuis : des policiers, des militants et même l'appareil d'État français, qui a d'ailleurs une position ambiguë au début de la guerre civile. Sur quels relais le régime franquiste s'appuie-t-il concrètement pour opérer cette répression au nord des Pyrénées ?

Il y avait tout d'abord des groupes politiques d'extrême droite, tels que l'Action française, mais aussi des journalistes, des intellectuels avec qui les soutiens de Franco pouvaient collaborer. Il s'agit d'un réseau d'acteurs franco-espagnols très à droite qui désiraient une « Nouvelle Europe », donc une « Nouvelle Espagne » et une « Nouvelle France ».

La France était bien sûr captive des enjeux internationaux. Il existait aussi des enjeux de politique intérieure, dont je ne suis pas expert, mais il est évident que lorsque l'Assemblée nationale disposait de plus de députés de gauche (notamment des communistes), la situation restait favorable à l'Espagne républicaine. La seule véritable action contre le régime franquiste est la répression de plusieurs de ses agents et informateurs, en 1937. Cette affaire, pour laquelle les archives du ministère de l'Intérieur sont nombreuses, montre que la France a réprimé des agents sur son territoire. Elle n'a cependant rien fait du point de vue politique pour véritablement aider la République espagnole, sinon en fermant quelques « nids » d'espions franquistes installés à Biarritz, Saint-Jean-de-Luz ou Paris.

Durant la guerre civile, il existait aussi le Comité de « non-intervention », organisme qui illustre le cynisme international ambiant de l'époque⁷. Le plus important, sans entrer dans les détails, est de souligner combien le rôle des relations diplomatiques officieuses en période de crise ou de conflit a été essentiel. Les pays qui ont apporté clairement leur soutien au régime franquiste,

⁷ Constitué durant l'été 1936 sur proposition de la France et de la Grande-Bretagne, ce comité regroupe l'essentiel des puissances européennes, qui s'engagent à ne pas envoyer des hommes ou des armes dans le conflit. Malgré d'évidentes limites, le comité est cependant maintenu durant tout le conflit.

sont l'Allemagne et l'Italie, alors que les autres ont adopté une attitude plus ambiguë, URSS comprise.

Après le Front populaire [le 10 avril 1938], le gouvernement Daladier a aussi eu une position ambiguë envers le conflit espagnol. Une date clé, qui a une responsabilité très grande dans la gestion du conflit par la France et la Grande-Bretagne, est celle de février 1939 avec les accords franco-espagnols dits « Bérard-Jordana⁸ ». À ce moment-là, la France noue des relations officielles avec les hommes du coup d'État de juillet 1936 alors que ces derniers n'ont pas encore gagné la guerre : même si l'issue ne fait guère de doute, il faut attendre le 1^{er} avril 1939 pour que celle-ci se termine. Le gouvernement français a joué un double jeu durant la guerre civile. Ces accords impliquent aussi la surveillance des exilés et futurs exilés, des individus qui passent la frontière, etc. À ma connaissance, ces relations ambiguës vont ainsi permettre la réouverture de la frontière, en 1948.

Quelle est la position de l'administration française, notamment de la police, à l'égard de ces agents franquistes après la guerre civile ?

Cela dépend des directives politiques de l'administration française. Sous le régime de Vichy, une collaboration a lieu avec le régime de Franco et l'Allemagne nazie, mais celle-ci n'est pas totale. On peut faire référence au pacte d'août 1940, entre le Mexique et le régime de Vichy, qui permet d'éviter des persécutions à l'égard de certains dirigeants politiques, qui auraient été exécutés en Espagne. Il existe des listes établies par Ramón Serrano Súñer [beau-frère et ministre de l'Intérieur de Franco], de 300 puis 700 personnes. Tous n'étaient pas d'anciens députés républicains espagnols, on dénombrait également beaucoup de personnes qui s'étaient engagées pour défendre la république et qui s'étaient ensuite réfugiées en France.

À l'inverse, la Troisième et la Quatrième République n'ont pas fait totalement barrage aux demandes franquistes. Cette posture équivoque s'explique par les relations diplomatiques officieuses et officielles (en tout cas obligatoires) entre les deux pays. Cela a eu un impact considérable (et je dirais même impardonnable) sur la vie des Espagnols réfugiés en France et, plus largement, sur la sécurité et la démocratie. L'opération « Boléro Paprika » constitue une opération extrajudiciaire en 1950 : des communistes sont arrêtés à 5 et 6 heures du matin, puis entassés dans des camions et chassés du territoire, ce qui est loin d'être une action démocratique.

⁸ Ces accords, signés entre le sénateur Léon Bérard (pour la France) et le ministre des Affaires étrangères Francisco Gómez-Jordana Sousa (pour l'Espagne), sont conclus le 25 février 1939 à Burgos, siège du gouvernement franquiste. Ils ouvrent la voie à une restitution des valeurs républicaines et à la reconnaissance de Franco, qui intervient le 27 février, en échange du statut de neutralité de l'Espagne.

C'est dans des périodes de crise que certaines actions de ce type ont lieu. La France a certes pu aider l'Espagne républicaine, mais les reculs en défaveur des républicains espagnols se multiplient durant toute la période que j'ai étudiée. Les ambassadeurs ou les politiques sont nombreux à refuser d'aider les exilés espagnols, malgré la répression extraterritoriale de Franco. Même Robert Schuman [président du Conseil en 1947 et 1948, puis ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1953] n'a pas aidé clairement les Espagnols lorsqu'ils ont demandé le statut de réfugié politique.

Durant la Seconde Guerre mondiale, quel est l'impact de l'occupation allemande sur cette répression extraterritoriale ?

Il y a toujours eu des relations entre les franquistes et Berlin, depuis la guerre civile puisque le régime allemand les a aidés durant le conflit, mais aussi après, par le biais de Serrano Súñer. Il ne s'agit plus d'aide militaire, mais de formation des espions, d'aide à la persécution de politiciens et, surtout, d'aide à l'installation de franquistes en France. À cette époque se forme une sorte de triangle entre Vichy, les Allemands et les franquistes.

Bien que les franquistes affichent leur neutralité, ils sont en réalité très actifs. L'ambassadeur José Félix de Lequerica et l'attaché militaire Antonio Barroso ont eu un rôle très important dans l'armistice de juin 1940. On peut se demander ce que les Espagnols font en territoire français et allemand, s'ils sont véritablement neutres. À cette époque, ils ne sont pas susceptibles de jouer un rôle de médiateur en faveur de la France, ou d'encourager à la paix. C'est un moment où ils sont très proches de l'Allemagne nazie, au niveau idéologique. Dans ce triangle avec la France de Vichy et l'Allemagne nazie, le régime franquiste obtient la possibilité d'intervenir dans la politique intérieure et extérieure française. Grâce à des accords peu ordinaires, il participe à la commission de Wiesbaden, qui est chargée de négocier l'armistice de 1940, en s'occupant du sort des Gitans, des apatrides, des réfugiés et des Espagnols. Avec l'Allemagne, ils échangent aussi à propos de la libre circulation, du contrôle des étrangers, de leur répression, des déportations. Notons que la visite de Serrano Súñer à Berlin joue un rôle important, puisqu'il obtient des garanties relatives à la commission de Wiesbaden.

L'occupation totale de la France, en 1942⁹, constitue un autre moment important, notamment pour la persécution des Juifs et pour les camps d'internement situés dans le Sud de la France.

⁹ Le 11 novembre 1942, les Allemands et les Italiens occupent la zone dite « libre » qui avait été laissée au régime de Vichy. Cette occupation est une réponse à l'arrivée de forces alliées en Afrique du Nord.

Cette question de la posture du régime franquiste face à la Shoah a été abordée par d'autres historiens¹⁰.

Il existe aussi des agences officieuses dont le rôle est encore mal défini. Leurs agents participent à la persécution des Juifs et des républicains espagnols, en parallèle d'un trafic d'argent ou d'œuvres d'art. On trouve des exemples très concrets. Grâce à des autobiographies ou des publications de mémoires, on sait qu'il existe aussi des cas de rapatriements forcés (notamment des femmes et des enfants) qui, contrairement à ce qu'ont affirmé certains historiens, sont plutôt nombreux. Les femmes et les enfants étaient séparés, les hommes restaient souvent dans les camps d'internement du Sud de la France et les femmes en zone nord.

Le cas le plus emblématique est celui de Lluís Companys [président de la Généralité de Catalogne de 1933 à 1940], arrêté par les Allemands avec l'aide de la police française et d'un agent espagnol, Pedro Urraca Ruendeles. Lluís Companys est incarcéré à la prison de la Santé à Paris puis extradé en Espagne, où il est torturé puis exécuté.

Il existe des agents qui collaborent toujours avec les Allemands. Pedro Urraca et ses collègues en font partie. Ce dernier reste mal connu par l'historiographie espagnole, ce à quoi on va peut-être remédier grâce à un projet de reportage¹¹. Il a été jugé et condamné à mort par le tribunal de la Seine pour avoir collaboré avec les nazis, persécuté et occupé les maisons de Juifs ou de républicains espagnols. Parmi les agents de police français, il travaille étroitement avec l'inspecteur Victor Druillet.

Ces victimes sont prises dans les enjeux de la collaboration propre à l'occupation allemande. La politique de persécution à l'égard de ces personnes est vraiment très dure. Il existe une volonté, au moins au début, de rapatriement massif en Espagne, mais les prisons espagnoles sont remplies. Il s'agissait officiellement de prisons, mais elles se rapprochaient plutôt de camps de concentration remplis dix fois au-dessus de leur capacité normale. Comme il n'y avait pas la capacité d'absorber ces ennemis politiques, leur retour n'était plus forcément désiré. Ce n'est qu'à partir de juin-juillet 1947 que l'Espagne met en place une sélection de ces prisonniers.

¹⁰ Les chercheurs considèrent que plusieurs dizaines de milliers de Juifs auraient été sauvés grâce à l'Espagne durant la Seconde Guerre mondiale, mais ils nuancent aussi le mythe qui présenterait Franco comme le « sauveur des Juifs ». Haim Avni, *España, Franco y los judíos*, Madrid, Altalena Editores, 1982 ; Gonzalo Álvarez Chillida, *El antisemitismo en España. La imagen del judío (1812 - 2002)*, Madrid, Marcial Pons, 2002, p. 381-420 ; Danielle Rozenberg, « L'Espagne face à la Shoah », *Revue d'histoire de la Shoah*, 203, 2015, p. 163-194 ; Sophie Baby, *Juger Franco ? Impunité, réconciliation, mémoire*, Paris, La Découverte, 2024, p. 250-251.

¹¹ Pedro de Echave et Felip Solé, *Urraca, cazador de rojos*, Quindrop Producciones Audiovisuales, 2022, 64 minutes. Notons tout de même la sortie d'un ouvrage écrit par sa petite-fille, qui entend parler du passé douloureux lié à son grand-père : Loreto Urraca, *Entre hienas*, Madrid, Editorial Funambulista, 2018 [*Comme des hyènes Portrait de famille sur fond de guerre*, trad. par Jacques Aubergy, Marseille, L'Atinoir, 2023].

Pouvez-vous nous parler davantage de Pedro Urraca, de sa mission en France, des personnes qu'il a persécutées ?

C'est un personnage très complexe. Il représente un peu, comme le dit l'expression, les « bas-fonds de l'État » (*cloacas del Estado*). On connaît son parcours grâce au témoignage de son fils, que j'ai pu interroger après ma thèse. Pedro Urraca est un intime du nazi belge Léon Degrelle, le fondateur du mouvement Rex¹². Il est officier de police sous la Seconde République espagnole. Pendant la guerre, il change de camp et, pour échapper à la répression, se réfugie au Collège français de Madrid avec sa famille. Il part ensuite à Valence, puis en Italie et enfin à Paris. C'est un personnage qui a travaillé pour les services extérieurs de la Phalange, un parti construit sur le modèle fasciste. Officiellement, il était fonctionnaire de police du Deuxième Bureau, c'est-à-dire des services secrets franquistes. Après la guerre, il a ensuite travaillé pour l'ambassade espagnole en France, en tant que chargé d'affaires. S'il était officiellement attaché de police à l'ambassade, c'était un agent sous couverture qui travaillait avec les Allemands. Le fait qu'il ait occupé le 113 rue de l'Université grâce à la Gestapo lui a valu des démêlés judiciaires à la Libération. Le logement appartenait en effet à Antoinette Sachs, une amie de Jean Moulin. Sans ce lien avec cette personnalité de premier plan de la Résistance, on peut estimer qu'il n'aurait pas forcément attiré l'attention des autorités françaises. Lors de la perquisition, ces dernières ont découvert des dossiers sur la répression, des plans de départements occupés.

Pedro Urraca n'agissait pas seul. Sa femme, Hélène Cornette, qui était d'origine française, a finalement été identifiée comme une espionne travaillant pour les services secrets allemands. Il était également entouré de personnes d'extrême droite, de membres de la police française tels que Victor Druillet, et d'autres comme Francisco Marroquín, un agent franquiste, ou encore José Antonio Ansaldo, un aviateur attaché à l'ambassade et qui était connu pour sa proximité avec la Phalange et l'Action française. Ces derniers étaient en lien avec des personnalités influentes qui étaient également amies, tels des gradés militaires, des ambassadeurs, des chefs de la police madrilène. Il faut également citer Eugenio Espinosa de los Monteros (dont le nom est dorénavant assez connu en Espagne puisque son petit-fils est député¹³) qui faisait partie de ce réseau d'information chargé de persécuter les politiciens espagnols, basques et catalans

¹² Après la guerre, Léon Degrelle peut s'exiler en Espagne grâce à Francisco Franco ; jamais la Belgique n'a pu obtenir son extradition pour le juger. Léon Degrelle était le parrain du fils de Pedro Urraca, dont la femme, Hélène Cornette, était sa maîtresse.

¹³ Iván Espinosa de los Monteros, homme d'affaires et membre de Vox, un parti politique d'extrême droite qui s'est fait connaître pour sa nostalgie de la dictature franquiste. Il assume plusieurs charges importantes auprès du parti, dont il est aussi un député (2019-2023).

exilés en France, notamment à Montauban. Le colonel Antonio Barroso, chef du Service de récupération des biens, jouait aussi un rôle important. Il se chargeait de récupérer l'argent, les œuvres d'art, et les biens que les républicains avaient rapportés en France après la victoire franquiste, en 1939.

Il a ensuite fallu retracer les liens et les connexions avec l'Espagne. À Alcalá de Henares, aux Archives générales de l'administration, nous avons pu retrouver des informations très intéressantes. Pedro Urraca écrivait en effet de nombreux rapports à l'adresse des différentes instances du régime franquiste tels les services de renseignement à l'étranger, les phalangistes ou encore la police de Madrid. S'il a travaillé avec les Allemands durant la Seconde Guerre mondiale, Pedro Urraca s'est surtout chargé de persécuter les Espagnols. Nombre de ses rapports sont d'ailleurs intitulés *Persecución de los Rojos en Francia* (« La persécution des Rouges en France »). C'est à cette occasion qu'il intervient dans des affaires plus obscures, telles que les occupations d'appartements à Paris, de concert avec la Gestapo. Sur ce point, les archives judiciaires de l'épuration apportent beaucoup d'informations.

Cette obsession pour la récupération de la documentation politique et des biens républicains, durant la période 1939-1940, laisse peu à peu la place à une véritable persécution du personnel politique espagnol exilé en France. Cela déclenche ainsi un processus de demande de réparation qui passe par des extraditions ; Pedro Urraca en est l'un des principaux exécuteurs. José Antonio Ansaldo quant à lui se concentre sur la persécution des Juifs, surtout après 1942. De nombreux Juifs tentent en effet de passer la frontière des Pyrénées pour échapper aux Allemands et sont interceptés puis emprisonnés par des franquistes dans des prisons espagnoles. On travaille d'ailleurs sur la création d'un mémorial à la prison Model de Barcelone, où une histoire très méconnue de collaboration dans les Pyrénées doit être mise en lumière. Depuis l'ambassade espagnole, un trafic de biens et de personnes visait les Juifs qui avaient besoin de faux papiers pour passer la frontière. Pour faire passer leurs objets de valeur (argent, titres de propriété, papiers, etc.), des agents franquistes comme Pedro Urraca leur proposaient d'utiliser la valise diplomatique. Quand ils avaient effectivement passé les Pyrénées, ils découvraient qu'il était impossible de retrouver leurs effets personnels.

À la Libération, ces agents fuient tous Paris. Certains vont se réfugier à Anvers ou à Bruxelles, en Belgique, ou en Espagne, pour les personnages les plus importants. Le général Franco les sauve après la Libération en leur offrant des charges politiques. C'est le cas de l'ancien ambassadeur José Félix de Lequerica, qui a été très proche des nazis, et qui passe ainsi au ministère des Affaires étrangères de Madrid (1944-1945), puis est nommé ambassadeur à

Washington (1951-1954). Le général Franco ne tente d'ailleurs pas de cacher le passé de ce représentant, même aux yeux des Alliés.

Vous avez évoqué Victor Druillet, qui apporte une aide concrète à Pedro Urraca. À quel titre les agents français vont-ils aider les agents franquistes à persécuter des républicains espagnols ?

Ils vont les aider parce qu'il s'agit d'un pacte politique entre Vichy, les Allemands et l'Espagne de Franco. Le général Franco et son gouvernement insistent fortement sur la nécessité de persécuter les républicains espagnols au-delà des frontières, de les interner dans des camps, d'interroger et même d'extrader certains individus afin de les juger en Espagne, puis de les incarcérer, voire de les fusiller. C'est une demande constante du gouvernement espagnol à l'égard de la France.

Le gouvernement français va accéder à certaines de ces demandes, en menant des opérations auprès de ces exilés républicains, telles que l'opération « Côte d'Azur » menée [en 1941] contre un groupe de dirigeants catalans, de politiques, mais aussi d'écrivains et d'intellectuels en exil. Ils ont tous subi des interrogatoires menés par les autorités françaises vichystes et leurs biens et leur argent ont été confisqués. Même si la collaboration entre les autorités vichystes et espagnoles a bel et bien existé, la France n'est pas allée jusqu'à les extradier vers l'Espagne. Il faut souligner qu'à partir du 25 août 1940, le régime de Vichy a pleinement respecté le pacte franco-mexicain [qui permet aux républicains de se réfugier au Mexique]. Sur le terrain, cela n'a pas empêché les agents de mener des actions de surveillance ou des arrestations.

De la Libération française jusqu'au début de la guerre froide, on a l'impression d'une période de flottement. Comment, concrètement, le régime franquiste va-t-il se positionner ?

Le régime a su jouer des nouveaux enjeux stratégiques qui émergent à la sortie de la guerre et du cynisme de la diplomatie internationale, c'est-à-dire des Alliés et des Nations unies, et pas seulement celui de la diplomatie franco-espagnole. Il était clair qu'après tous les dégâts matériels, mais surtout humains de la Seconde Guerre mondiale, l'attitude collaborationniste de l'Espagne franquiste aurait dû être condamnée. Néanmoins, la guerre froide vient rebattre les cartes et soulève de nouveaux enjeux géostratégiques. Franco se positionne en tant que « sentinelle de l'Occident » contre le communisme, et va être parrainé, soutenu, par les Américains et les Britanniques. Ce n'est pas anodin que des agents franquistes ayant activement collaboré avec des nazis comme Ángel González de Mendoza ou José Félix de Lequerica aient pu être malgré tout être mutés aux États-Unis.

Au sein des Nations unies, les Américains ne vont pas prendre part à la condamnation du régime de Franco malgré l'opposition d'autres pays démocratiques tels que la France, qui propose de l'exclure du pouvoir au profit d'une nouvelle monarchie parlementaire ou constitutionnelle. Le soutien des États-Unis a permis à l'Espagne franquiste de se maintenir. C'est en partie pour ces raisons que le gouvernement français de 1946-1948, plus à gauche, a décidé de fermer sa frontière avec l'Espagne. En revanche, les Américains, dès la fin de la guerre, ont collaboré avec l'Espagne, notamment avec la mise en place d'une sorte de plan Marshall espagnol, en contribuant à la reconstruction, à l'électrification du pays et au développement de l'aéroport Barajas à Madrid. Ils ont également partagé des informations avec le gouvernement franquiste à propos d'agents russes et d'activités liées au Parti communiste et de questions plus politiques sur les deux Blocs qui se forment au niveau mondial après la guerre, mais aussi au sein de la péninsule Ibérique.

Si durant les premiers mois de l'après-guerre, les agents franquistes de la collaboration tentent de faire profil bas, ils profitent de la nouvelle configuration politique internationale et de la montée de l'anticommuniste pour revenir sur le devant de la scène. À partir des années 1950, le gouvernement espagnol va demander qu'on surveille et repousse l'action des maquisards et des résistants à la frontière pyrénéenne, très active depuis 1948. Le régime veut également réussir un coup d'éclat en demandant l'interdiction d'accueillir le Parti communiste espagnol en France, mais aussi des partis de gauche républicains. Ces demandes se sont matérialisées à travers l'opération « Boléro Paprika » menée sur le territoire français afin d'arrêter tous les communistes étrangers accusés de travailler pour des puissances étrangères comme l'Union soviétique. Certes, plusieurs exemples démontrent qu'il existait effectivement des agents russes dans le Parti communiste espagnol en exil, mais un certain nombre de communistes sont arrêtés sans qu'on puisse prouver qu'ils soient effectivement en lien avec une quelconque autre organisation. Sans preuve ou presque, d'anciens membres de la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale ont également été arrêtés et placés en résidence hors de la métropole française, en Algérie ou en Corse. Cela constitue l'épilogue de cet épisode de persécution contre les communistes.

Peut-on évaluer le nombre de victimes de cette répression extraterritoriale franquiste ?

Il est très difficile de répondre à cette question. Compte tenu des méthodes extralégales, on peut déjà dire que les premières victimes sont les sociétés démocratiques espagnole, française, et même européenne.

Il faudrait aussi compter tous les exilés, qui ont subi de très difficiles conditions d'accueil en France, sans compter ceux qui ont été réquisitionnés pour le Service du travail obligatoire (STO) par les Allemands.

À cela, il faut ajouter le rôle de l'Espagne, de la France et de l'Allemagne dans la déportation des Juifs et des républicains dans les camps nazis, faisant un nombre de victimes extrêmement important. La question de la persécution des Juifs à la frontière pyrénéenne doit, elle aussi, faire encore l'objet de recherches. Même si certains chercheurs se sont intéressés au rôle des diplomates espagnols dans le sauvetage des Juifs, il est encore nécessaire d'ouvrir des archives pour connaître les contours de ce phénomène. On peut également rappeler qu'il y a eu aussi beaucoup de Juifs refoulés d'Espagne qui ont ensuite été déportés dans les camps de concentration.

Il faut ensuite aborder ceux que j'appelle « les victimes sélectionnées ». Il s'agit de 3 000 personnes inscrites sur une liste par les services diplomatiques franquistes : ce sont d'anciens députés, des responsables de partis politiques ou de syndicats, des écrivains, ou encore des artistes. Certains ont d'ailleurs émigré au Mexique par crainte d'être à leur tour victimes de cette répression lors de la Seconde Guerre mondiale.

J'ai également trouvé la trace d'extraditions de personnes sans histoire, formulées à la demande d'individus ordinaires restés en Espagne. Ces derniers exigeaient l'extradition de connaissances parties en exil, ce qui pouvait conduire à leur arrestation et leur exécution par les autorités franquistes. Je pense notamment à un républicain réfugié à Pau contre lequel trois femmes vivant à Girone (dont deux de l'Action catholique) exigent le retour en Espagne et la condamnation. La Gestapo parvient à le retrouver, l'arrête et l'envoie à Girone où il est exécuté. Là encore, ces cas sont difficiles à chiffrer.

Il s'agit en tout cas d'une répression globale, qui fait écho au système juridique franquiste qui condamne l'ensemble de la société espagnole, aussi bien les exilés que ceux restés en Espagne. Il incombe à chaque individu de prouver son ralliement à la « cause nationale » et au régime franquiste, au risque d'être considéré comme coupable d'être affilié à la cause républicaine et donc aux « rouges ». C'est un système basé sur la suspicion, presque tout le monde étant susceptible d'être accusé d'être un « rouge ».

À défaut de connaître les chiffres globaux, a-t-on une idée du nombre de personnes persécutées par le seul Pedro Urraca ?

Précisément, c'est impossible à dire. Dans les rapports qu'il rédige, il évoque environ 90 noms différents. Il y a des opérations de capture d'individus qu'il surveille, mais leur sort dépend de

la police vichyste puisque nous sommes en territoire français. L'opération « Côte d'Azur » était une petite opération dirigée à l'encontre de 23 communistes, des dirigeants pour la plupart. On trouve aussi toutes les affaires des papiers du Service d'évacuation des réfugiés espagnols (SERE), qui concernent cette fois 400 individus¹⁴.

À cela il faut ajouter les victimes des demandes d'extradition officielles – une cinquantaine de demandes ont été officiellement acceptées jusqu'en 1945. Il faut aussi compter 13 leaders politiques connus qui sont extradés à partir de juin 1940, puis tués en Espagne. Il y a également des cas où les individus sont jugés puis condamnés à mort par la justice ordinaire espagnole. Il faudrait là étudier plus en détail les victimes inconnues ou encore les interventions et la répression directes à l'encontre des exilés : combien de personnes sont-elles rapatriées en Espagne de façon forcée, soit amenées en voiture à la frontière jusqu'à la police espagnole, soit dans des convois spécialement affrétés pour les extraditer ? À partir de ces informations, il devrait être possible d'estimer un nombre de victimes, qui reste encore mal connu.

Pierre Salmon
ENS-PSL, IHMC (UMR 8066), GIGEFRA
45, rue d'Ulm
75005 Paris

Léa Goret
5 Grande-Rue
14123 Fleury-sur-Orne

Pierre Salmon est maître de conférences en histoire contemporaine à l'ENS-PSL, membre de l'IHMC (UMR 8066) et du groupe de recherche GIGEFRA (Universidad Complutense). Avec le trafic d'armes et l'Espagne comme objets d'étude, il propose une histoire sociale écrite « par le bas » de la criminalité, de la politique et des conflits. Il est l'auteur du livre *Un antifascisme de combat. Armer l'Espagne révolutionnaire (1936-1939)* (Éditions du Détour, 2024). (pierre.salmon@ens.psl.eu)

Léa Goret est docteure en histoire contemporaine. Elle a rédigé une thèse intitulée « Produire et voir du cinéma en régime autoritaire. Censure et spectateurs en Espagne franquiste (1946-

¹⁴ Cette organisation républicaine subit plusieurs perquisitions entre 1940 et 1941. Pedro Urraca et Victor Druillet profitent de la procédure pour tirer un maximum d'informations en vue de la répression des exilés républicains.

1960) », sous la direction de François Rouquet (Université de Caen-Normandie) et de Fernando González-García (Universidad de Salamanca). (lea.goret@ac-normandie.fr)